



DECISION N°2022-06

Objet : Prorogation de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur.

LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE COTE D'AZUR

Vu le Code de l'éducation ;
Vu l'article 28 de la loi 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilité des universités ;
Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts ;
Vu l'arrêté du 31 janvier 2018 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur ;
Vu la délibération n°2020-01 du 9 janvier 2020 portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur ;
Vu les statuts de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur et notamment son article « durée » ;
Vu la délibération du Conseil d'administration de la Fondation Université Côte d'Azur portant l'avis positif sur la prorogation de la fondation ;
Vu la délibération n°2022-003 du Conseil d'administration d'Université Côte d'Azur du 18 janvier 2022 portant approbation de la prorogation de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur ;

DECIDE

Article 1 : La prorogation de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur, conformément à ses statuts, pour une durée de 5 années, soit du 20 juillet 2022 au 20 juillet 2027.

Article 2 : Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nice, le 19 janvier 2022

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2022-06**
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES :
PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITE COTE D'AZUR LE :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DECISION : *En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de décision à caractère réglementaire.*